

Histoire  
de l'extrême droite en France

Centre social de Montbrison

*Collection Espace citoyen*

et

Village de Forez

2002

*L'Histoire de l'extrême droite en France*

reprend le texte d'une conférence  
faite par Claude Latta au Centre social de Montbrison le 10 mars 1998  
dans le cadre de la semaine nationale d'éducation  
contre le racisme.

Ce texte a été mis à jour et complété à l'occasion de la reprise de cette conférence  
organisée par le Centre social de Montbrison  
et faite le 1<sup>er</sup> mai 2002 à la salle des fêtes de la mairie de Montbrison  
entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002.

Le tirage a été réalisé par le CDDP  
Centre Départemental de Documentation Pédagogique  
à Saint-Etienne (Loire).

Village de Forez  
Centre social de Montbrison  
Place Pasteur, 42600 Montbrison  
supplément au n° 89-90 de Village de Forez  
Directeur de la publication : Claude Latta  
Dépôt légal : mai 2002

Le Front national n'est pas apparu brusquement en 1984. En fait, l'extrême droite est, sous des noms différents, l'une des composantes de notre paysage politique depuis deux siècles. Son corps de doctrine s'est formé par accumulation de strates successives, au fur et à mesure des crises que la France a connues. L'extrême droite a ainsi donné naissance à des fidélités qui nous étonnent : fidélité au roi Louis XVI et à la Vendée, fidélité à Maurras et à l'Action française, fidélité à Vichy, fidélité aux « martyrs » de l'Algérie française.

Destin étonnant de l'extrême droite qui, régulièrement vaincue, renaît périodiquement de ses cendres. Elle paraît disparue, elle retrouve une chance d'agitation chaque fois qu'une crise secoue le pays ; elle s'exprime alors avec une violence qui est à la fois verbale et physique.

L'Histoire nous apporte des éclairages à la fois sur le passé et le présent, sur les combats, les doctrines et les hommes de l'extrême droite. Elle nous permet de mieux comprendre ce phénomène, sans doute incomplètement car il y a souvent, dans les votes de l'extrême droite, un aspect irrationnel.

## I - Racines et idéologies de l'extrême droite au XIX<sup>e</sup> siècle :

### 1/ Une extrême droite contre-révolutionnaire

1789 : la Révolution française proclame les Droits de l'homme et pose les fondements de la démocratie. En 1792, la République est proclamée. Une extrême-droite (ou une droite extrême) se développe : elle est légitimiste (« Dieu et le Roi »), antirépublicaine et hostile à la démocratie. Elle est caractérisée par le refus des « Lumières », au sens que le XVIII<sup>e</sup> a donné à ce mot.

Ces théories contre-révolutionnaires sont d'abord développées par des émigrés royalistes : Louis de Bonald, Joseph de Maistre et Antoine de Rivarol. Pour eux, le roi est de droit divin depuis le baptême de Clovis en 496. Pas de France sans roi et sans chrétienté. Les « ultras » (ultraroyalistes) veulent le retour de l'Ancien Régime. Lorsque Louis XVIII devient roi en 1814, ils forment la majorité de la « Chambre introuvable ». Ces ultras qui sont « plus royalistes que le roi » et qui « n'ont rien appris et rien oublié » sont hostiles aux concessions faites avec réalisme par Louis XVIII. En 1824, ils soutiennent Charles X qui renoue avec la tradition en se faisant sacrer à Reims (1825) mais le poussent à des maladresses : les *Ordonnances* portent atteinte à la liberté de la presse et provoquent la révolution de Juillet 1830. Ils attirent parfois les romantiques (Chateaubriand) par leur fidélité et leur nostalgie d'un ordre ancien qui est idéalisé. Par fidélité, ils refusent en 1830 de reconnaître comme roi Louis-Philippe, l'usurpateur, qui a accepté d'être le « roi des barricades » et qui est le fils de Philippe-Egalité, le duc d'Orléans qui a voté la mort de Louis XVI. Ce courant légitimiste est l'une des composantes de la droite extrême aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. On l'a vu se rassembler en 1993 sur la place de la Concorde pour le bicentenaire de la mort de Louis XVI.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le légitimisme retrouve en 1871 une deuxième chance : la majorité, élue en février 1871 après la signature de l'armistice avec la Prusse, est royaliste parce qu'elle est conservatrice et favorable à la paix (favorable à la paix parce que Gambetta veut mener une guerre qui lui semble « révolutionnaire ») ; après les défaites de janvier 1871, la majorité de l'opinion française est résignée à la paix et désormais hostile à Gambetta. Les légitimistes sont favorables au rétablissement de la monarchie en la personne du comte de Chambord, petit-fils de Charles X, *Henri V* pour ses partisans. Mais le comte de Chambord maintient l'exigence du « drapeau blanc »,

symbole du retour à l'Ancien Régime, ce qui fait échouer le projet de restauration, torpillé par les orléanistes favorables à une monarchie parlementaire et constitutionnelle. Après la mort du comte de Chambord, cette tradition légitimiste perd sa représentation parlementaire. Mais elle ne disparaît pas : elle se confond alors avec la tradition contre-révolutionnaire liée à l'Eglise du *Syllabus* (texte par lequel Pie IX a condamné en 1864 les erreurs du monde moderne, en particulier le libéralisme et la démocratie).

## 2/ Le nationalisme

Commençons par des définitions qui nous éviteront de confondre patriotisme et nationalisme. Le patriotisme est l'amour de sa patrie, l'amour du pays de ses pères (c'est d'ailleurs le sens du mot patrie). Le nationalisme, c'est l'exaltation de la nation, de sa nation considérée volontiers comme supérieure aux autres, avec une volonté de puissance souvent belliqueuse. Mais ces deux notions n'ont pas toujours été bien distinctes.

Le nationalisme a d'abord été républicain : la nation est, symboliquement, née à Valmy lorsque le général Kellermann qui commande les troupes françaises – les volontaires qui sont venus répondre à l'appel de la « Patrie en danger » - s'écrie : « Vive la nation ! » avant de lancer ses soldats sur les troupes prussiennes. C'est la « Grande Nation » liée à une idée presque messianique de la France, « institutrice des nations », qui apporte la liberté au monde. « La Liberté ou la Mort », « La Patrie en danger » : ce sont des formules qui fondent « l'exception française ». Ce patriotisme jacobin et révolutionnaire va cependant se dévoyer en nationalisme et passer à droite et à l'extrême droite. Comment l'expliquer ?

- Battue par la Prusse, la France, qui a perdue l'Alsace-Lorraine, aspire à la revanche. Le nationalisme se développe et imprègne l'opinion publique de façon diffuse. Les *Chansons du soldat* de Déroulède sont apprises dans les écoles. Le *Tour de France par Deux Enfants* de G. Bruno, livre de lecture de plusieurs générations d'écoliers, raconte l'histoire de deux petits Alsaciens chassés de leur province qui font un tour de France avec leur patron et qui apprennent en visitant leur pays à l'aimer et à ne pas oublier les provinces perdues...

- Le nationalisme est, répétons-le, l'exaltation de la nation. Dans les années 1890-1914, il est volontiers « revanchard » et expansionniste : les nationalistes se rallient à une France impériale, la *Grande France* coloniale, apportant la Civilisation aux peuples indigènes.

- Ce nationalisme exalte volontiers, après Renan et Barrès, maîtres à penser de leur génération, l'attachement à la terre, à l'héritage que nous ont laissé nos ancêtres et que nos contemporains auraient laissé entrer en décadence et laissé corrompre par les parlementaires, les étrangers, les Juifs : le nationalisme devient xénophobe et se manifeste alors contre les immigrants italiens et polonais...

On voit ainsi apparaître trois thèmes récurrents de l'extrême droite :

- le thème de la décadence : cette décadence est constatée par rapport à un âge d'or mythique correspondant à la France royale et chrétienne.

- le thème du complot : les malheurs de la France seraient dus à une sorte de complot permanent des *mauvais Français* (*l'Anti-France*) coalisés contre la Patrie.

- Le thème de la pureté du sang : le refus du métissage, la haine des métèques, corrupteurs de la race française issue des Gaulois et des Francs.

Ce nationalisme gagne les milieux militaires au début de la III<sup>e</sup> République : or, l'armée est l'« Arche sainte », instrument de la revanche, nécessaire pour reprendre l'Alsace-Lorraine ; elle ne doit pas être contestée et ne peut se tromper. Le nationalisme marque l'opinion publique dans l'épisode boulangiste. On le retrouve dans l'affaire Dreyfus.

### 3/ L'Antiparlementarisme

Dans les années 1880, une crise économique grave et durable secoue la société française : baisse des prix agricoles, phylloxéra qui provoque un véritable sinistre dans les régions viticoles, crise de l'artisanat face à la grande industrie, chômage dans la grande industrie elle-même qui se mécanise. Une véritable crise de mutation se produit.

Le mécontentement se tourne contre le régime parlementaire parce que celui-ci est éclaboussé par plusieurs scandales politico-financiers et qu'il ne semble plus défendre, ou être capable de défendre, les intérêts des classes moyennes.

- La crise de Panama (1889) révèle que des pots de vin ont été versés à certains députés par la Compagnie de Panama - alors en difficulté - pour faire autoriser un emprunt par l'Assemblée nationale. Celui-ci ne réussit d'ailleurs pas à sauver la Compagnie et le scandale éclate.

- le scandale des décorations (1887) oblige le président de la République Jules Grévy à démissionner : son gendre, le député Wilson, faisait trafic de décorations, en usant de l'influence qu'il avait auprès de son beau-père pour faire obtenir la Légion d'honneur contre espèces sonnantes et trébuchantes. On chante : « Ah ! quel malheur d'avoir un gendre ! »

- Le boulangisme : le général Boulanger, ancien ministre de la Guerre devenu le porte-parole des mécontents, fédère autour de lui les ennemis de la République et mène une campagne plébiscitaire (1886/1891) de type bonapartiste. Il revendique la dissolution de l'Assemblée et la révision de la Constitution dans un sens autoritaire. Le mouvement, dont l'ascension a d'abord paru irrésistible, s'effondre lorsque Boulanger, velléitaire et dépassé par les événements, se refuse finalement au coup d'Etat (1889) après une élection triomphale à Paris. Autour de Boulanger s'étaient groupés les ennemis de la république modérée : blanquistes, qui ne pardonnaient pas à la III<sup>e</sup> République la répression de la Commune ; bonapartistes et royalistes<sup>1</sup> hostiles au régime ; catholiques opposés aux lois laïques de Jules Ferry.

La droite, militariste et nationaliste, devient ainsi antiparlementaire, dénonçant les républicains au pouvoir. « Tous pourris » : généralisation simpliste et abusive, l'expression va faire fortune et sera toujours réutilisée par les ennemis de la démocratie parlementaire. L'antiparlementarisme est ensuite porté par les ligues, première forme de partis « populistes » qui font appel au peuple contre les élites et les institutions et sont particulièrement actives pendant l'affaire Dreyfus.

- La Ligue des Patriotes est fondée en 1882 par Paul Déroulède.

- La Ligue de la Patrie française est créée en 1898.

Face à cette agitation récurrente, les républicains surent défendre le régime, en obligeant d'abord ceux qui s'étaient compromis ou qui avaient été éclaboussés par leur entourage à « passer la main » : ainsi le malheureux Jules Grévy, lui-même fort honnête, dut-il démissionner. Ils surent aussi défendre la République : Waldeck-Rousseau, président du conseil en 1899, n'hésite pas à frapper les ligues et à faire poursuivre Déroulède.

### 4/ L'antisémitisme

L'antisémitisme a des racines profondes en pays de chrétienté ; il s'agit d'abord d'un antijudaïsme religieux : le peuple juif est le « peuple déicide » qui aurait en rejetant le Christ, « tué Dieu ». Mais, grâce à l'abbé Grégoire, député à l'Assemblée constituante, la Révolution française

---

<sup>1</sup> Le comte de Paris, chef de la Maison de France depuis la mort du comte de Chambord, avait largement financé la campagne boulangiste.

avait fait des Juifs vivant en France des citoyens français. Cependant l'antisémitisme subsistait. L'affaire Dreyfus le porte à son paroxysme : pour les antidreyfusards, le capitaine Dreyfus est coupable, non parce qu'il y a des preuves contre lui, mais « parce qu'il est juif ».

En 1886, Edouard Drumont publie *La France Juive*, qui est un immense succès de librairie, et fonde la *Libre Parole, journal antisémite*<sup>2</sup> : « l'Aryen est enthousiaste, héroïque, chevaleresque, désintéressé, franc, confiant, jusqu'à la naïveté », « le sémite est mercantile, cupide, intrigant, subtil, rusé. » (E. Drumont). Ces publications développent la thèse du complot juif ourdi pour la « conquête de la domination universelle » (Urbain Gohier).

Ce mouvement s'appuie sur un antisémitisme anticapitaliste qui n'a épargné ni Proudhon, ni Blanqui, et dont les Rothschild, symbole du capitalisme bancaire, sont la cible privilégiée. Il existe ainsi un « antisémitisme de gauche » (Toussenel, auteur des *Juifs rois de l'Epoque*). Mais il disparaît après l'affaire Dreyfus alors que l'antisémitisme va ensuite fédérer, servir de commun dénominateur aux mouvements d'extrême droite. La *Ligue antisémitique* est fondée par Jules Guérin en 1889 ; elle se dote d'un journal, *l'Antijuif* (1898) ; son objectif est de « libérer les Français et la Nation du joug des Juifs » et « d'interdire aux Juifs l'accès de toutes les fonctions publiques ». Jacques de Biez, vice-président de la Ligue antisémitique : « Nous sommes des nationaux-socialistes, car nous attaquons la finance internationale et nous voulons que la France soit aux Français ».

## II - D'une guerre à l'autre (1905-1939)

Les fondements doctrinaux et politiques de l'extrême droite se sont ainsi mis en place au XIX<sup>e</sup> siècle. C'est alors que, à la veille de la guerre de 1914-1918, *l'Action Française* va donner un corps de doctrine cohérent et rigide à l'extrême droite française et la marquer profondément.

### 1/ L'Action française, une idéologie et une organisation pour l'extrême droite

La fin du XIX<sup>e</sup>, alors que s'achève l'affaire Dreyfus, voit se réaliser la synthèse entre nationalisme et traditionalisme. Déjà ébauchée par Barrès, elle se fait sous le signe du retour à la monarchie : c'est le *nationalisme intégral* de Charles Maurras.

#### • Maurras et l'Action française

En avril 1898, Henri Vaugeois et Maurice Pujo ont créé un comité d'Action française, antidreyfusiste. Ils sont bientôt rejoints par le jeune Charles Maurras. Ils sont déçus par la Ligue de la Patrie française à laquelle ils avaient adhéré. Ils publient à partir de 1899, le *Bulletin d'Action française* puis une revue du même nom, dont le manifeste *Réaction d'abord* indique bien la tendance.

A cette date, Charles Maurras est déjà monarchiste. C'est un écrivain néoclassique, né en Provence en 1868 qui est un admirateur de l'antiquité gréco-latine. Il s'est rallié à la monarchie par une démarche intellectuelle ; il juge que c'est le régime le plus solide pour assurer la place de la France en Europe et la cohésion de la nation française. En 1899, il rédige une courte brochure, *Dictateur et roi*, mène et publie une *Enquête sur la Monarchie* (1900) qui révèle les progrès du

<sup>2</sup> *Journal antisémite* : c'est le sous-titre du journal, imprimé en dessous du titre *La libre parole*...

nationalisme dans la jeunesse. L'équipe de l'Action française rallie ses positions. Léon Daudet<sup>3</sup> les rejoint en 1905 : il fut un orateur populaire et truculent et un polémiste redoutable.

### • Le programme de l'Action française

Contrairement à ce que pensaient les nationalistes plébiscitaires (les boulangistes) ou les conservateurs des ligues, rien, pour Maurras, ne peut être fait pour la France sans restauration monarchique.

La République est, pour Maurras, irréformable car elle est contaminée par un long processus de corruption : par la Réforme du XVI<sup>e</sup> siècle qui a brisé l'ordre hiérarchique imposé par l'Eglise au nom d'un esprit critique dissolvant, par la philosophie des Lumières qui, avec la franc-maçonnerie, est à l'origine de la Révolution, par le romantisme utopique de 1848.

« La République, c'est le régime de l'Étranger » : elle est dominée par les « quatre Etats confédérés », ennemis de la nation : le protestant, le franc-maçon, le Juif apatride et cosmopolite et le métèque. Tous les moyens sont bons pour renverser cette république (la « gueuse »).

Elle sera remplacée par :

- Une monarchie capétienne, traditionnelle et héréditaire. Le roi, qui bénéficie de la durée, dispose d'une autorité légitime trouvant sa source dans un ordre naturel qui ne procède pas du suffrage et qui le place ainsi au-dessus des partis. L'histoire de France est liée à celle d'une famille, la famille capétienne (« les quarante rois qui en mille ans ont fait la France »).

- La monarchie ne sera pas parlementaire. La souveraineté est indivisible, le peuple ne peut l'exercer. Le roi gouvernera avec des ministres nommés et révoqués par lui. Il sera éclairé par les délégués des assemblées provinciales et les représentants des assemblées professionnelles. « L'Autorité en haut, les Libertés en bas » (Charles Maurras).

La monarchie, assurée de sa force, pourra rétablir, à la place d'une liberté abstraite, les libertés réelles des provinces et des villes. Elle sera décentralisée.

- Une monarchie catholique : A l'exemple de l'Ancien Régime, la monarchie fera du catholicisme la religion de l'Etat. Personnellement incroyant, Maurras pense que l'Eglise représente un principe d'ordre indispensable, qui enseigne la soumission au pouvoir légitime, discipline les consciences et freine les excès de l'esprit critique. Il s'agit, a-t-on dit parfois, d'un « catholicisme sans christianisme » : Maurras se méfie d'ailleurs des « excès orientaux » de « quatre juifs obscurs » (les Evangélistes) et privilégie la tradition catholique. L'Eglise est ainsi, chez Maurras, destinée à être « instrumentalisée » par les non-croyants au profit d'un ordre politique moral.

- Dans le domaine économique et social, Maurras déteste également le capitalisme libéral et le socialisme. La monarchie interviendra pour protéger l'économie française (droits de douane), pour garantir la paix sociale par l'institution d'un régime corporatiste (organisation de la collaboration des classes), pour protéger les Français contre l'invasion étrangère (exclusion des Juifs et des métèques).

- Enfin Maurras prône le *nationalisme intégral* : la « France seule », la « France d'abord ». Il y a chez Maurras une dénonciation violente du pacifisme. La guerre contre l'Allemagne est annoncée et souhaitée. Dans ce contexte, l'une des « bêtes noires » de Maurras est Jean Jaurès, constamment dénoncé comme un agent de l'Allemagne. Raoul Villain qui a assassiné Jaurès en 1914 avait été adhérent de l'Action française.

### • Le développement de l'Action Française

Les années 1900 n'ont pas été favorables aux anciennes ligues qui déclinent, même si elles existent jusqu'en 1914. Ce déclin contraste avec les succès de l'Action française.

<sup>3</sup> Léon Daudet était le fils d'Alphonse Daudet, l'auteur des *Lettres de mon moulin*.

La *Ligue d'Action française* proprement dite avait été fondée en 1905. Elle crée un *Institut d'Action française*, destiné à l'enseignement de la doctrine et à la formation des futurs chefs. Son influence intellectuelle est importante, illustrée par l'historien Jacques Bainville, l'essayiste Henri Massis et, plus tard, par le critique Thierry Maulnier.

En 1908, la revue *l'Action française* devient un journal quotidien qui paraîtra jusqu'en août 1944. En 1908 sont également mis sur pied les *camelots du roi* : groupe de choc chargé de vendre le journal à la sortie des églises. Les camelots du roi forment des groupes très agressifs, en particulier au Quartier latin : ils organisent des manifestations à la Sorbonne contre les professeurs juifs.

Le journal *L'Action française* est de bonne tenue littéraire, il a une influence intellectuelle, au-delà même des milieux de l'Action française. Il est aussi extrêmement violent et polémique (Maurras, Daudet), ce qui maintient la combativité des troupes. Le succès de la presse d'Action française est indéniable.

En 1911, le chef de la Maison de France, le duc d'Orléans, fils et successeur du comte de Paris, approuve l'Action française et, d'ailleurs, grand voyageur occupé par ses explorations polaires, se désintéresse un peu de l'action politique. Il y a alors quasi-fusion entre l'Action française et ce qui reste du légitimisme. La France est divisée en dix zones, chacune est dirigée par un délégué du duc d'Orléans et un secrétaire-général de l'Action française. Le nombre des adhérents est de 20 000. Le nombre des exemplaires vendus du journal de 30 000, ce qui est beaucoup à l'époque pour un journal d'opinion.

- L'influence de l'Action française

L'Action française a contribué à développer le nationalisme de la société française. Le corps des officiers, l'Eglise, victime de la politique anticléricale du combisme et dirigée par le pape Pie X depuis 1903, les milieux conservateurs, les notables catholiques sont influencés et attirés par l'Action française dont ils approuvent le traditionalisme et le corporatisme.

Ce nationalisme diffus, qui imprègne toute la société française, ainsi que la montée des périls sur le plan diplomatique, expliquent, par exemple, le vote de la Loi de 3 ans<sup>4</sup> en 1913.

En 1914, l'Action française se rallie à *l'Union sacrée* : la lutte antirépublicaine passe au second plan. L'Action française dénonce avec vigueur toutes les manifestations du « pacifisme » et traque avec vigueur les « défaitistes »<sup>5</sup> : Malvy, Caillaux, Aristide Briand.

## 2/ L'extrême droite contre la république (1919-1939) :

Pourtant, la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale a apporté un démenti aux adversaires de la république parlementaire qui ne s'est pas effondrée sous le choc, comme beaucoup l'avaient prédit : elle a su faire autour d'elle l'union nationale, conduire la France à la victoire et ramener l'Alsace-Lorraine au sein de la mère-patrie... Clémenceau, le « Père la Victoire » n'est-il pas un « Bleu de Vendée »<sup>6</sup>, un anticléric, un jacobin ?

Cependant la droite contestataire (l'extrême droite) n'a pas disparu : elle a repris vigueur dès le milieu des années 1920 et s'est développée dans les années 1930 avant que l'effondrement de 1940 ne lui permette d'arriver au pouvoir.

<sup>4</sup> Pour faire face à une guerre qui semble proche et menaçante, la durée du service militaire passe de deux à trois ans.

<sup>5</sup> Le même mot sera repris pendant la guerre d'Algérie contre ceux qui réclame la paix.

<sup>6</sup> « Bleu de Vendée » : républicain vendéen, par opposition aux Blancs. Pendant la guerre de Vendée, les uniformes bleus étaient ceux des soldats de la Révolution

## a / Les fondements sociaux, culturels et politiques

Quels sont les événements ou les forces politiques qui ont nourri cette extrême droite contestataire et qui lui ont permis de devenir une véritable force, menaçante pour la république ?

- Le malaise des classes moyennes : laminée par l'inflation, la petite bourgeoisie rentière (les propriétaires-rentiers) est durement touchée ; les emprunts russes ne seront pas remboursés par la Russie bolchevique, les loyers sont soumis au moratoire, le petit commerce des campagnes subit les effets de l'exode rural. Dans ces catégories sociales, victimes de la guerre, le ressentiment est vif vis-à-vis des « nouveaux riches » qui ont profité de la guerre (les « profiteurs »), des « bolcheviques »<sup>7</sup> qui font grève et prônent la révolte, des fonctionnaires « paresseux et budgétivores » : thèmes populistes que l'on retrouve aujourd'hui. Ces classes moyennes se demandent si la république parlementaire est bien capable d'assurer la défense de leurs intérêts et la défense de la « société en péril ».

- La crise de 1929 provoque un mécontentement qui se reporte sur le régime parlementaire. Elle frappe la France, tardivement certes, mais elle provoque la montée du chômage (2 millions de chômeurs dans les années 1930), l'appauvrissement des classes moyennes, le sentiment des responsabilités des milieux financiers « cosmopolites ». Les paysans aussi sont mécontents car la crise provoque une baisse importante des prix agricoles. Les fonctionnaires sont victimes de la politique de déflation (baisse des salaires) menée face à la crise.

- Les « non-conformistes des années 1930 » : ils appartiennent à des groupes très différents qui remettent en cause les « idées reçues » et alimentent parfois, sans être forcément à l'extrême droite, le procès de la démocratie parlementaire : Les *Jeunes Turcs* du Parti radical ; des écrivains comme Pierre Dominique, Jules Romains, Alfred Fabre-Luce, Bertrand de Jouvenel ; les *Néo-Socialistes* de Marcel Déat ; *Ordre nouveau* de Robert. Aron ; *Jeune Droite* de Thierry Maulnier, Robert Brasillach et Pierre Gaxotte ; des journalistes de *Je Suis Partout*, tentés ensuite par le fascisme.

- Des intellectuels contre le libéralisme parlementaire : la France est affaiblie par l'effort de guerre qu'elle a fourni : « vaincue par sa victoire »<sup>8</sup>. Elle est endettée vis-à-vis des USA. Dans ce monde déstabilisé qui est frappé de plein fouet par la crise de 1929, beaucoup de jeunes intellectuels, écrivains, journalistes, secouent les conformismes existants et développent des thèmes nouveaux : critique du parlementarisme, souhait d'un renforcement de l'exécutif, volonté d'organiser et de diriger l'économie, volonté de trouver une « troisième voie » entre capitalisme et socialisme, volonté de promouvoir une réconciliation franco-allemande au-delà des différences de régimes. Leur action a contribué à dévaloriser dans l'opinion le régime parlementaire et les valeurs fondatrices de la République. Leurs critiques ont été reprises par une presse à grand tirage qui, elle, s'engageait ouvertement dans le camp de la droite extrême.

- D'autre part, l'exemple mussolinien intéresse l'opinion. Le régime mussolinien est perçu par l'opinion de droite comme ayant restauré l'ordre en Italie et il bénéficie de son entente – provisoire – avec l'Eglise (les accords du Latran sont signés en 1929). Son corporatisme semble ouvrir une troisième voie entre capitalisme et socialisme. L'exemple allemand provoque une sorte de fascination chez beaucoup de jeunes intellectuels. Robert Brasillach fait le voyage de Nuremberg et en revient bouleversé et fasciné. A l'extrême droite, on est sensible au « romantisme noir » de l'aventure nazie, au souffle de la « grandeur germanique » et à l'exaltation un peu trouble que provoquent les phénomènes de foule.

- Les Anciens Combattants : en 1920, les Anciens Combattants représentent 6,5 millions d'hommes. Ils ont constitué de multiples associations regroupées en 1927 dans une confédération qui, en 1930, a 3 millions d'adhérents. L'UNC ( Union nationale des combattants) et l'Union

<sup>7</sup> Le parti communiste est fondé en 1920, lors de la scission SFIO/PC qui suit le congrès de Tours.

<sup>8</sup> Le terme a été employé à propos de la Grande-Bretagne de 1945 : il convient bien aussi à la France de 1918.

Fédérale qui sont les plus puissantes associations d'Anciens Combattants affirment la nécessité de maintenir *l'Union Sacrée* (« Tous unis comme au front »). Les Anciens Combattants sont, en outre, persuadés d'être investis d'une mission civique : maintenir l'unité du pays, promouvoir les valeurs du front trahies par l'ingratitude et la corruption des milieux politiques. Leur action est teintée d'antiparlementarisme. Ils deviennent une force de contestation, (mais ils ne sont pas pour autant nationalistes ou tentés par le fascisme)<sup>9</sup>. Les Anciens Combattants vont être parfois manipulés par les ligues.

## b/ la montée de l'extrême-droite

On assiste alors à une montée des organisations d'extrême droite. Celles-ci sont très diverses, très différentes, souvent divisées :

- L'Action française continue à jouer un rôle majeur. En 1919, elle a eu une trentaine de députés (dont Léon Daudet) et elle est proche du Bloc national et de Raymond Poincaré, l'ancien président de la République redevenu chef du gouvernement. Elle a reconstitué son organisation (30 000 adhérents en 1924), surtout en milieu urbain. Le journal *l'Action française* atteint sa diffusion maximale en 1925 (50 000 exemplaires). La qualité littéraire des articles de Charles Maurras et de l'historien Jacques Bainville assure son rayonnement. Ses thèmes sont relayés par *Candida* (1924), hebdomadaire dirigé par Bainville et, plus tard, dans un registre encore plus polémique par *Gringoire* d'Henri Béraud.

Mais l'échec électoral de la droite en 1924 (victoire du cartel des gauches) conduit l'Action française à privilégier à nouveau l'action violente, la présence dans la rue des *Camelots du roi*, la reprise de la polémique contre la « gueuse ».

L'Action française connaît aussi des épreuves. Le pape Pie XI condamne l'Action française en 1928 : « catholiques par calcul et non par conviction », ses dirigeants sont accusés de dévoyer l'enseignement de l'Eglise, d'essayer de l'instrumentaliser. C'est le néo-paganisme de l'Action française qui est dénoncé. C'est un coup dur pour l'Action française, d'autant que le nouveau Chef de la Maison de France, Jean, duc de Guise, successeur du duc d'Orléans, prend ses distances vis-à-vis de Maurras en 1934. Henri, comte de Paris<sup>10</sup>, fils du duc de Guise et prince héritier, publie *Le Courrier royal* dont la ligne renoue avec l'orléanisme et avec la tradition qui accepte une monarchie parlementaire.

Maurras a perdu l'appui officiel de l'Eglise et du « roi ». Beaucoup de membres de l'Action française sont déchirés entre leur fidélité à Maurras et l'obéissance à l'Eglise qui refuse les sacrements à ceux qui refusent de s'incliner. L'action de Maurras, isolé dans ses certitudes, redouble de violence contre la république, les Juifs, les francs-maçons. Pourtant, comment être pour une monarchie catholique lorsqu'on a perdu l'appui du Prétendant et celui de l'Eglise ? A l'extrême droite, le vieux chef de l'Action française reste cependant une référence. Cependant il a désormais des concurrents chez des organisations non royalistes qui sont favorables à un régime autoritaire et nationaliste :

- Les *Jeunesses patriotes* :

Elles sont créées en 1924 par Pierre Taittinger, député de Paris et homme d'affaires<sup>11</sup>, Les *Jeunesses patriotes* (les JP) réclament un régime présidentiel, autoritaire et corporatif. Les groupes paramilitaires des JP sont actifs au Quartier latin.

<sup>9</sup> Analyse dans la thèse d'Antoine Prost, cf. Bibliographie, *infra*.

<sup>10</sup> Henri d'Orléans, comte de Paris (1908-1999) a été à partir de la mort de son père le duc de Guise (1940) chef de la Maison de France et prétendant au trône de France. Son fils, Henri d'Orléans, comte de Paris, duc de France, né en 1933, lui a succédé en 1999 comme chef de la Maison de France.

<sup>11</sup> Membre de la célèbre famille des fabricants de champagne.

- Les *Croix-de-Feu* :

C'est d'abord une association d'anciens combattants, « décorés au feu », « décorés au péril de leur vie ». Après 1929, cette association d'entraide engage une action politique en affirmant sa volonté de « remettre de l'ordre » dans le pays. Elle reçoit l'appui financier du parfumeur François Coty (qui a racheté le *Figaro*). L'arrivée à la présidence du colonel de La Rocque lui donne de l'élan (1931). Le mouvement s'organise et se diversifie, ce qui lui permet de gagner d'autres adhérents que les anciens combattants eux-mêmes : A côté des *Croix-de-Feu* eux-mêmes, se développent les *Fils et Filles des Croix-de-Feu* et les *Volontaires nationaux*, que dirige le célèbre aviateur Jean Mermoz qui apporte au mouvement le poids de son prestige et de sa popularité.

Les *Croix-de-Feu* sont une ligue nationaliste et xénophobe qui affirme sa volonté de lutter contre « les métèques, les profiteurs d'après-guerre, les politicaillons, les meneurs de troubles et de discordes ». Le culte du chef, comme dans les régimes totalitaires, s'organise autour du colonel de La Rocque, personnage intègre et charismatique. L'extrême droite croit avoir trouvé son leader. En 1936 les *Croix-de-Feu* sont dissous, La Rocque fonde le PSF, *Parti social français*.

D'autre part, l'exemple de l'Italie et de l'Allemagne donne naissance à un fascisme français, volonté de synthèse du nationalisme et du socialisme, à l'exemple du nazisme qui affirme son nationalisme et son libéralisme économique (de droite) et son "socialisme" (de gauche). Hitler déclare au Congrès de Nuremberg en novembre 1932 : "Notre national-socialisme est le futur de l'Allemagne. Bien que ce futur soit économiquement résolument à droite, nos cœurs resteront à gauche. Mais par dessus tout, nous n'oublierons pas que nous sommes allemands".

On assiste à la création d'un grand nombre de groupuscules d'inspiration ouvertement fasciste ou nazie. Mais ils sont souvent éphémères :

- le *Faisceau*, fondé par Georges Valois en 1925 affirme sa vocation révolutionnaire, son anti-libéralisme. Mais il disparaît en 1928.

- La *Solidarité française*, fondée et financée par François Coty (1933) : elle est dirigée par le commandant Jean Renaud, ancien officier des troupes coloniales. Les uniformes (les *chemises bleues*), les parades militaires et le goût de l'action violente renvoient évidemment au fascisme. Elle eut sans doute 10 000 adhérents puis décline rapidement et est dissoute en 1936.

- Le *Francisme* (1933) : Marcel Bucard, son fondateur, est un admirateur de Mussolini, ancien du *Faisceau*. En 1933 il crée le *Francisme*, financé par l'Italie fasciste.

Un parti plus important est fondé par un transfuge de la gauche : le *Parti populaire français* est fondé en 1936 par Jacques Doriot, un ancien dirigeant du PCF. Il fonde le PPF dans son fief de Saint-Denis et rassemble des militants venus de l'extrême gauche et de l'extrême droite. Il rassemble 100 000 adhérents. C'est un parti populiste mené par un orateur de talent qui sait remuer les foules et qui est devenu un anticommuniste fanatique (comme savent l'être parfois les anciens communistes).

Ces ligues, si différentes soient-elles, ont en commun :

- L'antiparlementarisme : un antiparlementarisme qui trouve un fort écho dans une partie importante de l'opinion.

- Un nationalisme fortement teinté d'antisémitisme et de xénophobie (dénonciation des *métèques* et du *cosmopolitisme*).

- Un anticommunisme virulent (dénonciation des *bolcheviques*, des *rouges*).

- L'aspiration à un pouvoir fort destiné à remettre de l'ordre : le culte du chef est caractéristique. Le colonel de La Rocque est particulièrement adulé par les *Croix-de-Feu*. Gustave

Hervé, un autre transfuge venu de la gauche, publie une brochure : *C'est Pétain qu'il nous faut*. Le goût de l'uniforme et de la militarisation des masses est symptomatique.

- Le goût de la violence verbale et physique : les journaux d'extrême droite ne craignent pas d'utiliser un style et des formules extrêmement violents ; des groupes de choc, tels les *Camelots du roi* installent la violence dans la rue.

Cette situation des années 1930 est évidemment intéressante par les rapprochements qu'elle suggère avec la période actuelle : crise économique grave, xénophobie et antisémitisme, montée des mouvements populistes et protestataires.

### 3/ La République en péril

#### a/ Le 6 février 1934

L'antiparlementarisme des liges se cristallise à l'occasion de l'affaire Stavisky. En décembre 1933, Stavisky, un aventurier de la finance, un escroc de haut vol, se suicide à Chamonix alors qu'il allait être arrêté. On découvre qu'il avait versé des pots de vin importants à des députés pour faire réussir des affaires véreuses. Un ministre, Dalimier, mis en cause, dut démissionner ; le gouvernement Chautemps se retira et Daladier fut appelé le 30 janvier 1934 pour lui succéder. Immédiatement Daladier déplaça le préfet de police Chiappe, populaire dans les milieux des liges. Ce fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres : les liges (Action française, Croix-de-Feu) et l'UNC (Union nationale des combattants) lancent des manifestations contre le Palais-Bourbon au cri de : « A bas les voleurs ! »

Le 6 février 1934, plus de 100 000 personnes se massent sur la Place de la Concorde pour marcher sur le Palais-Bourbon. Les forces sont massées sur le pont et en avant du pont. Des heurts violents se produisent entre les gardes à cheval et les manifestants. Dans des circonstances mal élucidées, la fusillade éclate : 16 morts et des centaines de blessés parmi les manifestants, des centaines de blessés aussi parmi les forces de l'ordre. Les troubles de la rue durent plusieurs jours. Le régime lui-même semble menacé.

Face à la « menace fasciste », les syndicats et les partis de gauche organisent les 9 et 12 février une riposte unitaire : premier signe d'un retour à l'unité de la Gauche qui annonce le Front populaire...

Daladier démissionne pour éviter la guerre civile. Gaston Doumergue, ancien président de la République, respecté dans les deux camps, constitue un gouvernement d'union nationale destiné à ramener la paix civile.

Le souvenir du 6 février va rester très vif : pour l'extrême droite, c'est le souvenir de ses « martyrs », victimes de la répression policière. C'est aussi une occasion manquée qui alimente les controverses entre Maurras et La Rocque, le premier accusant le second de « trahison » parce qu'il n'a pas voulu donner à ses troupes l'ordre de donner l'assaut au Palais-Bourbon alors que leur cortège arrivait vers celui-ci par la rive gauche de la Seine, donc sans avoir à franchir l'obstacle du pont de la Concorde.

#### b/ Les réactions au Front Populaire

Le Front populaire (1936) ranime les ardeurs de l'extrême droite qui se déchaîne par une campagne d'une extrême violence contre Léon Blum, « Juif allemand, à fusiller mais dans le dos » (l'Action française). « Ce vieux pays gallo-romain sera gouverné pour la première fois par un juif » regrette, à la tribune du Palais-Bourbon, le député d'extrême droite Xavier Vallat en 1936 lorsque

Léon Blum accède au pouvoir. Quelques mois plus tard, le socialiste Roger Salengro, ministre de l'Intérieur du Front populaire, victime d'une injuste campagne de diffamation orchestrée par le journal *Gringoire* et le journaliste Henri Béraud, se suicide. La guerre d'Espagne qui éclate en 1936 rassemble l'extrême droite dans son soutien à Franco. Mais la République réagit : le gouvernement de Léon Blum dissout les ligues. Les *Croix-de-Feu* se reconstituent sous forme de parti (le PSF, Parti social français) sans retrouver leur importance.

Finalement l'extrême droite a échoué à prendre le pouvoir :

- Les formations se réclamant du fascisme sont restées faibles et divisées. Les ligues étaient beaucoup plus puissantes mais elles ont raté l'occasion du 6 février 1934. Elles n'avaient ni plan d'action ni programme réel. L'Action française, dirigée par un leader vieillissant, est affaiblie par la perte de ses soutiens traditionnels. La Rocque est hésitant et légaliste.

- L'extrême droite est divisée. Elle n'a pas de chef. Elle ne bénéficie pas de l'amertume nationaliste, née de la défaite qui a été si forte en Allemagne. La crise de 1929 a moins atteint la France que l'Allemagne. La culture démocratique était plus forte en France.

Mais la défaite de 1940 va donner à l'extrême droite une occasion inattendue de parvenir au pouvoir. C'est la « divine surprise », selon le mot de haine que ne peut retenir Maurras. Tant pis si la France est vaincue, puisque cette défaite abat la République...

### III - L'extrême droite et Vichy :

Notre sujet n'est pas, évidemment de faire une étude du régime de Vichy mais de voir quelle est, à l'intérieur de celui-ci, l'action de l'extrême droite. Sujet difficile qui touche à la nature même du régime de Vichy : traditionalisme, réaction, fascisme ? Il faut, sans doute, distinguer plusieurs périodes et aborder le problème dans sa complexité.

- Constatons d'abord que les hommes ont eu des attitudes très différentes : à l'extrême droite, on était nationaliste et patriote. Parfois le patriotisme l'a emporté : Emmanuel d'Astier de La Vigerie, fondateur du mouvement de résistance *Libération* vient de l'Action française comme le colonel Rémy qui dirige le réseau la *Confrérie Notre-Dame*. La Rocque qui est d'abord maréchaliste est finalement envoyé en camp de concentration par les Allemands. A l'inverse des hommes de gauche ont été tenté par le nazisme : Doriot et Déat viennent du PC et de la SFIO. Charles Spinasse, ministre de Léon Blum, se rallie à la collaboration. Le socialiste Paul Faure est pétainiste par pacifisme.

- Les situations et les attitudes des hommes sont donc complexes. Mais, majoritairement, l'extrême droite a vu dans la défaite l'occasion de la revanche : celle du 6 février, celle du Front populaire et même... celle de l'affaire Dreyfus ! « C'est la revanche de Dreyfus ! » s'écrie Maurras à la fin de son procès à Lyon, en 1944...

#### 1/ L'extrême droite et la révolution nationale :

La révolution nationale : « C'est l'autre nom de la contre-révolution » (René Rémond). La défaite et la victoire des partisans de l'armistice provoquent la chute de la III<sup>e</sup> République. C'est la « divine surprise » (Maurras) : la « gueuse » est enfin abattue...

Le maréchal Pétain, vieillard de 84 ans, le vainqueur de Verdun, accède au pouvoir : le Parlement lui vote les pleins pouvoirs (par 569 voix contre 80). Il déclare à la radio : « Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur ».

Les premières décisions sont l'équivalent d'un changement de régime. Le maréchal prend le titre de chef de l'Etat français – le mot de République disparaît – et exercera désormais tous les pouvoirs. Les assemblées sont mises en vacances. Pierre Laval est désigné comme vice-président du Conseil et successeur éventuel du Maréchal. Il est favorable à un régime autoritaire qui permettrait d'assurer le relèvement du pays et de négocier dans de bonnes conditions avec l'Allemagne nazie pour obtenir un traité de paix qui ne soit pas trop écrasant (Laval est cependant « démissionné » en décembre 1940).

L'idéologie de la révolution nationale est issue du traditionalisme et inspirée de l'Action française. L'entourage de Pétain est maurrassien : Alibert, Ménétreel, Henri Massis. La révolution nationale se caractérise par :

- Le refus de la démocratie et de l'élection au suffrage universel.
- La volonté de rétablir les « hiérarchies naturelles ».
- Un régime paternaliste et autoritaire : les libertés sont supprimées. Le culte du Maréchal, protecteur des Français, s'organise. La *Marseillaise* est remplacée par le chant « Maréchal nous voilà ».
- Le nationalisme maurrassien est la doctrine officielle. Le slogan « la France seule » impose de ne considérer que l'intérêt national, ce qui occulte les enjeux d'une guerre mondiale. Ce nationalisme est fortement teinté de xénophobie et d'antisémitisme. Il s'agit officiellement d'un « antisémitisme d'Etat » mais les résultats sont les mêmes que dans les régimes plus ouvertement racistes. Xavier Vallat, commissaire aux questions juives, fait promulguer le statut des juifs, dès octobre 1940, sans que les nazis aient exercé aucune pression. Les Juifs sont exclus de la fonction publique, victimes d'un *numerus clausus* à l'université et dans les professions libérales. Les Juifs étrangers (40 000) sont internés dans des camps de la zone libre.
- Des poursuites sont engagées contre les francs-maçons, rendus responsables de tous les maux. Les dirigeants de la III<sup>e</sup> République (Blum, Daladier, Reynaud) sont internés.
- Vichy a l'appui de l'Eglise : « la France c'est Pétain et Pétain c'est la France » déclare le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon. Le régime s'inspire de la « doctrine sociale » de l'Eglise, ce qui se traduit par un moralisme un peu bêtifiant.
- La *famille* est mise au premier plan des valeurs morales : volonté de restaurer les valeurs familiales traditionnelles, l'autorité du père de famille, la place de la mère au foyer.
- Le régime affirme sa volonté de construire un nouvel ordre social qui refuse à la fois le bolchevisme et le capitalisme. La charte du travail et les corporations doivent assurer la « collaboration des classes » alors que les syndicats sont dissous et la grève interdite.
- Le « retour à la terre » est encouragé. « La terre, elle ne ment pas » (Pétain) : vision virgilienne d'un « âge d'or » rural et bucolique, sans industrie, sans syndicats, sans grève...
- La population est encadrée : la *Légion française des combattants* rassemble les Anciens Combattants ; les jeunes sont envoyés aux *Chantiers de jeunesse*.

La devise républicaine *Liberté, Egalité, Fraternité*, disparaît. La nouvelle devise de l'Etat français est : *Travail, Famille, Patrie*. Mais les ouvriers français sont encouragés puis forcés d'aller travailler en Allemagne, les familles sont séparées par la guerre et la patrie bafouée par l'occupation du territoire national. Les résistants disent plaisamment que la véritable devise de Vichy est : *Terreur blanche, Marché noir, Bibliothèque rose*.

L'extrême droite collaborationniste et pro-nazie juge le régime de Vichy archaïque et modéré, trop modéré. Elle s'indigne du sort fait à Laval, renvoyé en décembre 1940. Elle est installée à Paris en zone occupée où les partis collaborationnistes ont leur siège.

Le *Parti populaire français* de Jacques Doriot s'aligne sur le modèle nazi : anticommunisme, anticapitalisme (plus verbal que réel), antisémitisme (des jeunes du PPF prêtent leur concours en juillet 1942 à la rafle du Vel'd'Hiv), volonté de créer un état totalitaire. Doriot espère prendre le pouvoir avec l'aide des Allemands mais il se heurte à l'influence de Laval. Doriot s'engage dans les Waffen SS et part sur le Front de l'Est participer à la *croisade anti-bolchevique* (l'agression nazie contre l'URSS est de juin 1941).

Le principal rival de Jacques Doriot est Marcel Déat, venu de la SFIO, ancien leader des *néo-socialistes*. Il aurait souhaité mettre en place un parti unique qu'il aurait dirigé sous l'autorité du Maréchal Pétain. C'est un refus. Au début de 1941, Déat fonde le RNP, *Rassemblement national populaire*. La rupture avec Vichy est radicale et Déat exprime ses convictions avec force : « Une France conservatrice [Vichy] ne peut vraiment collaborer et une France qui collabore ne peut rester conservatrice ».

Aux côtés du PPF et du RNP il y a de nombreux autres groupuscules qui ont eu une existence éphémère et une importance mineure : le *Parti franciste* reconstitué par Bucard, la *Ligue française* de Constantini, le *Comité d'action anti-bolcheviste* de Paul Chack, le *Mouvement social révolutionnaire* d'Eugène Deloncle. Les partis collaborationnistes ont l'appui de nombreux journaux, généreusement financés par la Propagandastaffel : *Je Suis Partout* (Brasillach, Pierre-Antoine Cousteau), *La Gerbe*, *Signal*. De grands journaux sont aussi passés sous contrôle allemand : *Paris-Soir*, *l'Illustration*, le *Petit Parisien*.

## 2/ L'extrême droite et la collaboration

Octobre 1940 : l'entrevue de Montoire ou, plutôt, les entrevues de Montoire sont, dans l'histoire de Vichy, un moment capital. Laval rencontre d'abord Hitler ; il est favorable à un renversement des alliances et à une intégration de la France dans l'*Europe nouvelle*. Pétain parle surtout de l'amélioration du sort des Français et des prisonniers de guerre. Il temporise quant à l'entrée en guerre contre l'Angleterre. Mais, comme le montrent les travaux de l'historien américain Paxton, Pétain réclame que Vichy puisse signer un traité de paix avec l'Allemagne, ce qui ruine la thèse du « double jeu » que le vieux maréchal aurait joué avec ruse. Pétain à la radio : « Je m'engage dans la voie de la collaboration. C'est moi seul que l'Histoire jugera. »

Le retour de Pierre Laval (avril 1942), et l'occupation de la zone libre par les Allemands (novembre 1942) marquent la fin de l'autonomie de Vichy et de la Révolution nationale. Vichy connaît, alors, un « dérapage totalitaire » (Pierre Milza). Pierre Laval : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que sans elle le bolchevisme triompherait partout » (22 juin 1942).

L'extrême droite collaborationniste s'engage dans la trahison et la collaboration avec l'ennemi vainqueur. Avec Laval, elle est au pouvoir et le régime radicalise sa politique de collaboration :

- Le STO (début 1943) fournit de la main-d'œuvre aux nazis.
- La participation à la politique antisémite déshonore le gouvernement français : c'est l'obligation pour les Juifs de porter l'étoile jaune (mai 1942), la Rafle du Vel' d'Hiv (juillet 1942). Les Juifs sont recensés et livrés aux Allemands.

- La participation à la lutte contre la Résistance. La *Milice* de Joseph Darnand est créée en janvier 1943 (20 000 hommes) ; elle traque les résistants et les Juifs. Les miliciens participent en 1944 à l'offensive contre les maquis des Glières et du Vercors.

- Janvier 1944, les nazis imposent l'entrée dans le gouvernement des chefs de la Collaboration. Marcel Déat est ministre du Travail, Philippe Henriot, secrétaire d'Etat à l'Information et à la Propagande, Joseph Darnand, secrétaire général au maintien de l'ordre.

Mais la fin de Vichy est proche. Le régime est emporté par la victoire des Alliés et le soulèvement de la Résistance.

L'extrême droite, traditionaliste ou fasciste, est sévèrement atteinte par l'épuration : Henriot avait été abattu par la Résistance ; Drieu la Rochelle s'était suicidé. Laval, Brasillach, Darnand, Bucard, condamnés à mort, sont fusillés. Doriot meurt en Allemagne. Maurras est condamné à la prison à perpétuité. Déat parvient à se cacher en Italie et disparaît jusqu'à sa mort. L'épuration a fait 9 000 à 10 000 morts<sup>12</sup>. La dénonciation des « massacres » de l'épuration est, après la guerre, l'un des thèmes de la propagande de l'extrême droite.

Surtout l'extrême droite est pour longtemps discréditée par la collaboration de ses chefs avec le totalitarisme nazi. Comment croire désormais des hommes qui faisaient profession de patriotisme et en donnaient des leçons et qui ont pactisé avec l'ennemi qui occupait le territoire national ?

## IV - Le retour de l'extrême droite

### 1/ De la Libération à la décolonisation

#### a/ Une survie difficile

Au lendemain de la guerre, la survie même de l'extrême droite paraît incertaine. Toutefois, alors que la Guerre froide commence, les fidèles qui lui restent sont convaincus d'avoir eu raison de vouloir défendre l'Occident contre le communisme. Ils sont bien décidés à mener la lutte contre la IV<sup>e</sup> République qui est issue de la Résistance et qui leur semble incapable de défendre l'intérêt national.

Mais la survie est difficile et se manifeste dans des groupuscules (*Jeune Nation* des frères Sidos, créé en 1949). Quatre députés de *l'Unité des indépendants républicains* sont élus en 1951 dont Maître Jacques Isorni, avocat du maréchal Pétain. L'amnistie de 1953 libère la plupart des collaborateurs encore emprisonnés.

Deux journaux regroupent les partisans et les lecteurs de l'extrême droite :

- *Aspects de la France* (1949) rassemble les survivants de l'Action française dont il reprend les initiales (AF). Les monarchistes d'Action française fondent le mouvement de la *Restauration nationale*.

- *Rivarol* (1951) est un hebdomadaire de combat qui regroupe des rescapés de la collaboration (Pierre-Antoine Cousteau, Lucien Rebatet).

---

<sup>12</sup> Les études des historiens ont définitivement établi ces chiffres alors que les rescapés de la collaboration parlaient de ...300 000 victimes ! Il faut se reporter aux ouvrages de deux historiens américains que leur nationalité rendait étrangers aux passions « franco-françaises », très vives sur cette question :

- Novick (Peter) : *L'Épuration française 1944-1949*, préface de Jean-Pierre Rioux, Paris, Balland, 1985.

- Lottman (Herbert) : *L'Épuration 1943-1953*, Paris, Fayard, 1986.

## b) L'épisode poujadiste

L'instabilité de la IV<sup>e</sup> République et les tracasseries fiscales dont s'estiment victimes beaucoup d'artisans et de commerçants donnent naissance en 1953 à l'UDCA, Union de défense des commerçants et artisans, dirigée par Pierre Poujade, le « papetier de Saint-Céré » (Lot). C'est un tribun efficace et populaire qui sait mobiliser ses troupes et dénonce les « trusts apatrides », les « politiciens corrompus » et les « bradeurs d'Empire » (la guerre d'Algérie commence en 1954). Son succès s'explique par les angoisses de catégories menacées (paysans touchés par l'exode rural, commerçants menacés par le développement des grandes surfaces) et par l'impopularité de la IV<sup>e</sup> République.

L'antiparlementarisme obsessionnel de Pierre Poujade (« sortez les sortants »), sa xénophobie et son antisémitisme le classent rapidement à l'extrême droite : il s'en prend à Pierre Mendès-France, président du Conseil en 1954-1955, qui « n'a pas une goutte de sang gaulois dans les veines », qui boit du lait et en fait boire aux écoliers alors que lui défend les producteurs de vins et les bouilleurs de cru.

Ce mouvement « populiste », qui se situe dans la tradition des ligues des années 1930, fait appel à un sentiment très profond et très ancien d'hostilité à l'impôt : le contribuable excédé est alors du côté de Mandrin ou de celui qui se croit son successeur...

En 1956, Pierre Poujade présente des candidats aux législatives : son mouvement obtient, à la surprise générale, 12% des voix et 50 députés. Parmi eux, le plus jeune député de l'Assemblée nationale, Jean-Marie Le Pen, âgé de 27 ans. Mais Poujade n'a guère de programme et va, en fait, mobiliser ses militants pour défendre la cause de l'Algérie française.

## c/ Les ultras de l'Algérie française

Le conflit algérien a créé un terrain favorable à la renaissance d'une extrême droite nationaliste. Les partisans de l'Algérie française disposent d'appuis importants :

- Chez les officiers, traumatisés par l'échec indochinois et l'humiliation de Dien Bien Phu (1954), convaincus d'être mal compris par l'opinion, décidés à défendre l'Occident contre le FLN « manipulé par l'URSS ».
- Chez les Français d'Algérie, viscéralement attachés à leur terre. Certains d'entre eux créent des mouvements *activistes* dirigés par Pierre Lagailarde, Joseph Ortiz ou Jean-Jacques Susini.
- Dans l'opinion : beaucoup de Français ont été élevés dans l'attachement à l'Empire et à la mission civilisatrice de la France.

En Algérie, plusieurs mouvements se créent, souvent éphémères : le *Mouvement Populaire du 13 mai* du Dr Martel (le *MP 13*), le *Mouvement pour l'instauration d'un ordre corporatif* du docteur Lefevre, le *Front de l'Algérie française* relayé en métropole par le *Front National pour l'Algérie française* animé par le Colonel Thomazo, Jean Dides, Jean-Louis Tixier-Vignancour et Jean-Marie Le Pen, le *Parti nationaliste* de Pierre Sidos.

Ces militants d'extrême droite ont joué un rôle dans deux tentatives de putsch :

- le *13 mai 1958* aboutit au retour du Général de Gaulle. Mais lorsque le général de Gaulle eut fondé la V<sup>e</sup> République – dont la Constitution est approuvée par référendum –, créé la Communauté et proclamé le droit des Algériens à l'autodétermination, les partisans de l'Algérie Française s'opposèrent à lui.
- Le *putsch d'Alger* (avril 1961) est mené par quatre généraux (Challe, Salan, Jouhaud, Zeller), qui veulent « offrir l'Algérie française à la France » et, de fait, chasser de Gaulle et renverser la République. L'opposition de l'opinion et du contingent fait échouer le putsch. Deux des

généraux du putsch (Salan et Jouhaud) et des leaders de l'extrême droite (Susini) passent dans l'illégalité et fondent l'OAS (Organisation armée secrète).

L'indépendance de l'Algérie (1962), l'échec des attentats contre de Gaulle, le démantèlement de l'OAS<sup>13</sup> et l'exécution du colonel Bastien-Thiry, qui a organisé contre de Gaulle l'attentat du Petit-Clamart, sonnent le glas de cette extrême droite « Algérie française » dont les « soldats perdus » sont condamnés et emprisonnés ou en fuite. Ils seront graciés en 1968. La guerre d'Algérie laisse des traces profondes, expliquant souvent, dans l'extrême droite française, la violence d'une xénophobie hostile aux immigrés venus du Maghreb.

## 2/ Survie groupusculaire et réaffirmations idéologiques

Dans les deux décennies qui suivent l'échec de l'OAS, l'extrême droite traverse une période difficile. Pour attaquer un régime qu'elle déteste, elle ne trouve guère de points d'appui.

La croissance économique se poursuit jusqu'en 1974. Le gaullisme est à son apogée. La crise de mai 1968, violente et inattendue, est rapidement surmontée par le régime qui survit à son fondateur.

Les résultats électoraux de l'extrême droite sont décevants : Jean-Louis Tixier-Vignancour, ancien doriotiste, ancien pétainiste, avocat du général Salan, doit se contenter de 5 % des voix à l'élection présidentielle de 1965. Il fonde l'*Alliance républicaine pour les libertés et le progrès* qui se rapproche finalement de la droite classique et disparaît dans les années 1970.

Les principaux mouvements qui se créent restent très minoritaires. *Occident*<sup>14</sup>, dissous en 1968, mène des actions de commando contre les *gauchistes* du Quartier latin. *Ordre nouveau*, fondé par François Duprat et François Brigneau, lui succède de 1969 à 1973. Le journal *Minute* est animé par le même François Brigneau, ancien membre de la Milice.

L'extrême droite est aussi liée à l'intégrisme catholique. En effet, les décisions de Vatican II (1962-65), par lesquelles l'Eglise catholique s'ouvre au monde, provoquent de vives réactions de rejet. Ces intégristes se regroupent autour de Mgr Lefebvre, ancien archevêque de Dakar, qui les conduit à un schisme. On retrouve aussi des intégristes, qui ne se séparent pas tous de l'Eglise, autour d'*Aspects de la France* (Pierre Pujo), dans l'association *Credo* de l'écrivain Michel de Saint-Pierre et des *Silencieux de l'Eglise* de Pierre Debray.

Bernard Antony, dit Romain Marie, fonde en 1975 le journal *Présent* qui « appelle au rassemblement des énergies pour la chrétienté ». Bernard Antony adhère au Front national en 1984.

A partir de 1968, la *Nouvelle Droite* crée le GRECE (Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne) dont le philosophe Alain de Benoist est le principal animateur et dont Bruno Mégret est l'un des membres. Le GRECE revisite les traditions païennes et germaniques des Indo-Européens (?), rejette le judaïsme et le christianisme et diffuse un anti-égalitarisme fondé sur l'existence de différences héréditaires entre les individus selon leur groupe ethnique : on n'est pas loin des théories sur la race aryenne... Au début des années 1980, plusieurs des animateurs du GRECE trouvent une tribune au *Figaro Magazine* dirigé par un Louis Pauwels féru d'ésotérisme. En 1984, certains dirigeants comme Pierre Vial et Yvan Blot adhèrent au *Front national*. D'autres, comme Alain de Benoist s'en éloignent et se cantonnent dans le domaine de la réflexion.

<sup>13</sup> Trois dirigeants du Front national, Pierre Sergent, Jean-Jacques Susini et Roger Holeindre ont fait partie de l'OAS.

<sup>14</sup> Alain Madelin, dirigeant de Démocratie libérale et l'un des candidats à l'élection présidentielle de 2002, a commencé par militer à *Occident*.

### 3/ Le Front national

Jean-Marie Le Pen, ancien président de la *Corpo de Droit*<sup>15</sup>, député poujadiste, lieutenant parachutiste en Indochine puis en Algérie, animateur des *comités TV* (comités Tixier-Vignancour) en 1965 a connu, entre 1965 et 1984, une longue « traversée du désert ».

Les débuts du Front national, qu'il crée en 1972, sont difficiles : 0,5 % des voix aux législatives de 1973, 0,74 % des voix à la présidentielle de 1974. En 1981, Le Pen ne trouve pas les 500 signatures nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle. Il est concurrencé par le *Parti des Forces Nouvelles* de Pascal Gauchon.

En 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir effraye beaucoup d'électeurs conservateurs qui jugent la droite parlementaire trop modérée et trop divisée. Le Front national représente alors le choix d'une ligne "dure" face à la gauche qui connaît, à partir de 1983, d'importantes difficultés. En juin 1984, c'est la surprise : le Front national obtient 11,1 % des suffrages à l'élection à l'Assemblée Parlementaire Européenne. Le Pen et 9 autres députés du Front National entrent au parlement de Strasbourg. En 1986, l'instauration du scrutin proportionnel lui donne une deuxième chance : il a 10 % des voix et 35 députés à l'Assemblée nationale.

Depuis presque 15 ans, le Front national s'est installé dans le paysage politique français, obtenant de 10 à 15 % des voix :

- 1988 : Le Pen a 14,4 % des voix aux présidentielles mais ses candidats n'ont que 10 % des voix aux législatives qui suivent la dissolution de l'Assemblée nationale. En 1993, il obtient 12,7 % des voix aux législatives mais aucun député car on est revenu au scrutin majoritaire, défavorable aux minorités.

- 1994 : 10,5 % des voix aux élections européennes (le succès de Philippe de Villiers lui fait sans doute concurrence).

- 1995 : 15 % des voix pour Le Pen aux présidentielles. Les mairies de Vitrolles, Orange et Toulon sont conquises par Le Front national.

- 1997 : 15 % des voix aux législatives.

- 1998 : les élections cantonales et régionales marquent un léger progrès du Front national. Mais l'élection des présidents de conseils régionaux provoque un véritable séisme politique par l'alliance entre des élus de droite et des frontistes. Dans la région Rhône-Alpes, en particulier, l'élection de Charles Millon est obtenue avec les voix du FN. La droite du conseil régional éclate et Millon est finalement exclu de l'UDF et remplacé à la présidence de la région. Il fonde un nouveau mouvement, la *Droite chrétienne et libérale*, qui réapparaît aux élections municipales de Lyon en 2001.

- Décembre 1998 : la scission mégrétiste aboutit à la fondation du MNR (Mouvement national républicain) et semble annoncer le déclin du FN. En réalité, si Bruno Mégret entraîne dans la scission de nombreux *cadres* du FN, il ne parvient pas à s'imposer à *l'opinion* d'extrême droite et ses résultats électoraux sont décevants même si, en 2001, Catherine Mégret parvient à garder la mairie de Vitrolles.

- 2002 : Le Pen obtient 17 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle et sera présent au deuxième tour du scrutin. Bruno Mégret obtient 2,9 % des voix et se désiste pour Le Pen.

La doctrine de l'extrême droite est, par nature, *réactionnaire*, au sens que nous avons déjà donné à ce mot. Ainsi le FN dénonce-t-il le « processus de décadence des mœurs », la licence sexuelle, l'avortement. Hostile à la construction européenne qui dissoudrait la nation, il dénonce les méfaits de la *mondialisation*, tout en étant partisan du libéralisme économique et hostile à

<sup>15</sup> Association des étudiants en droit de la Faculté de Paris.

l'intervention de l'Etat. Il rend les immigrés responsables du chômage et de l'insécurité et son programme prévoit la « préférence nationale » et des reconduites à la frontière.

Le programme du FN est aussi une réaction contre l'« Etablissement », version française de l'*Etablissement* et dénonce les « technocrates » et les « énarques ». Il préconise un Etat fort, une politique sécuritaire, le rejet de l'immigration, une politique économique fondée sur l'autarcie et le retrait de l'Europe. Le succès du FN se nourrit de la persistance de la crise économique et du chômage. Il vient aussi des capacités de rassemblement du Front national qui a su fédérer toutes les extrêmes droites. Le Pen est lui-même un ancien du poujadisme, de la défense de l'Algérie française et de la lutte contre le gaullisme<sup>16</sup>. La référence à Vichy est constante : l'antisémitisme est ouvertement affirmé (le « détail » des chambres à gaz, le calembour douteux sur le nom du ministre Michel Durafour : *Durafour crématore*). La référence à Pétain est fréquente et son portrait est brandi lors de la fête de Jeanne d'Arc, célébrée le 1<sup>er</sup> mai par le Front National. Le procès Papon a été dénoncé comme indigne.

Le Front national est ainsi l'héritier de toutes les traditions de l'extrême droite. Mais son succès s'explique non par ses nostalgies mais par son aptitude à exploiter les angoisses d'une société secouée par l'ouverture (ouverture à l'Europe, à la concurrence mondiale, ouverture aux autres cultures) : face à ce qui est perçu comme des dangers, on exploite le chômage et l'insécurité, on rejette l'immigration et on recherche des boucs émissaires.

Surtout, depuis plusieurs années, Le Front national s'organise : parti hiérarchisé et centralisé, il est devenu un parti d'adhérents et de militants (peut-être 50 000) s'appuyant sur un électorat populaire. Il dispose d'implantations locales : conseils municipaux et conseils régionaux où le scrutin proportionnel lui permet d'avoir des élus. Son électorat se fidélise progressivement et hésite moins à prendre ouvertement parti.

## Réflexions pour conclure

- L'histoire de l'extrême droite française nous éclaire sur le tremblement de terre politique que nous venons de connaître. Le rôle de l'historien est ici, non de polémiquer, mais de donner à comprendre et à décrypter le discours de l'extrême droite, d'expliquer la formation de celle-ci dans sa diversité historique. Le Front national est d'autant plus fort qu'il a montré sa capacité à fédérer les extrêmes droites et à profiter des crises que connaît la société française.

- A nous de trouver des remèdes à la crise de civilisation et de société qui nourrit les fantasmes de l'extrême droite. L'extrême droite, nous pensons l'avoir montré, s'est en effet régulièrement nourrie des crises qui, depuis deux siècles, secouent la société française.

- A nous de méditer les désastres de l'Histoire que l'extrême droite a apportés ou failli apporter. Il n'est pas de République sans défense de la République lorsque celle-ci est menacée : Waldeck-Rousseau sut le montrer face à l'agitation des ligues et de Gaulle face à la menace de guerre civile et de dictature que l'OAS faisait peser sur le pays.

Et les citoyens ne doivent pas oublier que, selon le mot de Montesquieu, il n'est pas de République sans la *vertu*, au sens latin du terme : elle suppose à la fois l'honnêteté, l'honneur et le courage civique. Elle suppose que l'école et les associations, qui, au sens large du terme, jouent un rôle d'éducation populaire, concourent activement à la formation des citoyens car, au royaume de l'irrationnel, il est difficile de faire triompher le civisme et la raison. Soyons des démocrates, non

<sup>16</sup> On ne rappellera jamais assez à ceux qui se réclament du gaullisme quelle fut la haine de l'extrême droite pour De Gaulle : elle ne lui pardonna jamais la Résistance et l'opposition à Vichy, l'épuration, l'indépendance de l'Algérie, la dislocation de l'OAS et l'emprisonnement des « soldats perdus ». De Gaulle, c'était aussi la raison d'Etat : il y eut entre lui et l'extrême droite l'exécution de Brasillach et celle de Bastien-Thiry.

seulement par nos votes mais aussi par nos comportements et par notre aptitude à résoudre les problèmes, par notre capacité à unir sans exclusive les défenseurs de la République ("Quand les blés sont sous l'orage \ Fou qui fait le délicat", Louis Aragon), par notre attachement aux valeurs de la République.

Montbrison, le 1<sup>er</sup> mai 2002

Claude Latta

## Bibliographie commentée

**L'ouvrage essentiel et récent de Pierre Lévêque** donne une vue d'ensemble de toutes les forces politiques en France et de leur histoire :

- Lévêque (Pierre) : *Histoire des forces politiques en France*, Paris, Armand Colin, collection U, Science politique, 3 volumes, 1992-1997, tome I : 1789-1880, tome II : 1880-1940, tome III : 1940 à nos jours.

**Les travaux de René Rémond** : Son ouvrage pionnier, régulièrement mis à jour est devenu un classique fondamental :

- Rémond (René) : *La Droite en France*, Paris, 1954 ; rééd sous le titre : *La Droite en France de la première Restauration à la cinquième République*, Paris, Aubier, 1963, un vol., et Aubier-Montaigne, 1968, 2 vol., nouvelle rééd. : *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1982, 1 vol.

C'est à René Rémond que l'on doit la distinction, désormais classique, des trois grandes traditions de la droite : la droite *légitimiste*, ultra et contre-révolutionnaire, la droite *orléaniste* des notables, conservatrice et libérale, attachée au parlementarisme ; la droite *bonapartiste*, autoritaire, centralisatrice et plébiscitaire. L'extrême droite serait à la fois issue du traditionalisme légitimiste et du bonapartisme, ce qui pose le problème de l'existence d'un *fascisme français* et de son autonomie idéologique et politique.

On lira aussi du même auteur :

- Rémond (René) : *Notre siècle, 1918-1988*, Paris, Fayard, 1988. [Histoire de la France dans cette période, avec une place importante donnée aux analyses politiques].

**Une bibliographie, volontairement limitée et accessible**, est proposée au lecteur sur l'extrême droite elle-même, son environnement et les événements historiques dans lesquels elle a joué un rôle :

- Birnbaum (Pierre) : « *La France aux Français* », *histoire des haines nationalistes*, Paris, le Seuil, 1993.

- Camus (Jean-Yves) : *L'extrême droite aujourd'hui*, Toulouse, Milan, collection Les essentiels, 1997 [une brève et intéressante mise au point qui élargit le sujet à l'extrême droite européenne].

- Chavardès (Maurice) : *Le 6 février 1934, la République en danger*, Paris, 1966.

- Chebel d'Appolonia (Ariane) : *L'extrême droite en France, de Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Complexe, 1987.

- Dioudonnat (Pierre-Marie) : *Je suis partout 1930-1944, les maurrassiens devant la tentation fasciste*, Paris, 1973 [la dérive de nationalistes antiallemands vers le nazisme].
  - Girardet (Raoul) : *Le nationalisme français 1871-1914*, Paris, A. Colin, 1966.
  - Milza (Pierre) : *Fascismes français. Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987.
  - Petitfils (Christian) : *L'extrême droite en France*, Paris, PUF, 1983;
  - Ory (Pascal) : *Les Collaborateurs 1940-1945*, Paris, Le Seuil, 1976.
  - Paxton (Robert O.) : *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1973, nouvelle édition revue et augmentée, 1997 [l'ouvrage qui a marqué une véritable révolution dans l'historiographie de Vichy].
  - Prost (Antoine) : *Les Anciens Combattants et la société française 1914-1939*, Paris, thèse, 3 vol. [l'attitude politique des AC et leurs rapports avec les ligues].
  - Rials (Stéphane) : *Le Légitimisme*, Paris, PUF, 1983.
  - Rioux (Jean-Pierre) : *Nationalisme et Conservatisme. La Ligue de la Patrie française*, Paris, Beauchesne, 1977.
  - Rioux (Jean-Pierre) (dir) : *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990.
  - Sirinelli (Jean-François) (dir.) : *Histoire des Droites en France*, Paris, Gallimard, 1992 [ouvrage collectif qui renouvelle en partie la question].
  - Sternhell (Zeev) : *La droite révolutionnaire : les origines françaises du fascisme, 1885-1914*, Paris, Le Seuil, 1978, rééd. Folio, 1998 [ouvrage stimulant et controversé].
  - Weber (Eugen) : *L'Action française*, Paris, Stock, 1964 [remarquable].
  - Winock (Michel) : *Edouard Drumont et Cie, Antisémisme et fascisme en France*, Paris, Le Seuil, 1982.
  - Winock (Michel) : *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Le Seuil, 1993.
  - Winock (Michel) : *Parlez-moi de la France*, Paris, Plon, 1995, rééd. Le Seuil, collection Points, 1997 [essai très brillant avec de très bons chapitres sur la droite et l'extrême droite].
- La question de l'immigration**, au cœur des débats actuels, est étudiée dans :
- Milza (Olivier) : *Les Français devant l'immigration*, Bruxelles, Complexe, 1988.
  - Noiriel (Gérard) : *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Seuil, 1988 [une étude qui replace le phénomène de l'immigration dans sa perspective historique].